

Les 25 critères de discrimination

Un candidat ne peut être écarté d'une procédure de recrutement pour les raisons suivantes :

Critère de discrimination	Définition	Exemples de discrimination
1 - Origine	La discrimination en raison de l'origine recouvre toute discrimination fondée sur la naissance.	Le refus de convoquer un candidat d'origine africaine.
2 - Sexe	La discrimination en raison du sexe peut être subie par des femmes mais également par des hommes.	Le refus d'embaucher une femme à un poste d'encadrant.
3 - Mœurs	Certains comportements discriminatoires peuvent être liés aux modes de vie, aux habitudes individuelles ou collectives.	Le refus d'embaucher une personne qui fume.
4 - Orientation sexuelle	Une personne ne peut être victime de discrimination du fait de sa sexualité.	Le refus d'embaucher une personne en raison de son homosexualité.
5 - Identité de genre	Ce critère vise à protéger les personnes transsexuelles et transgenres lorsque l'identité sociale sous laquelle elles vivent ne correspond pas au sexe assigné à la naissance, que cette situation s'accompagne ou non d'un traitement hormonal ou d'une opération de changement de sexe (introduit dans la législation par la loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel - article 4).	Le refus d'embaucher une personne transsexuelle.
6 - Âge	Une décision préjudiciable ne peut être fondée sur l'âge. Ce type de discrimination peut concerner aussi bien les jeunes que les personnes âgées.	Le refus d'embaucher une personne en raison de son âge.
7 - Situation de famille	La situation de famille peut entraîner des discriminations opérées en raison de la situation matrimoniale ou de la nature de la filiation, d'une situation de concubinage ou encore de l'absence ou de l'existence d'enfants.	Le refus d'embaucher une mère de famille ou un père de famille avec des enfants en bas âge, le refus d'embaucher une personne divorcée.
8 - État de grossesse	Très proche de la discrimination en raison du sexe, la discrimination du fait d'un état de grossesse lèse le droit des femmes.	Le refus d'embaucher une femme qui présente un état de grossesse ou qui annonce son état de grossesse au cours de l'entretien de recrutement.
9 - Caractéristiques génétiques	Les prédispositions à des pathologies et le risque potentiel de développer certaines maladies ne peuvent justifier des mesures préjudiciables. Celles-ci seraient alors constitutives de discriminations.	Le refus d'embaucher une personne en raison d'une pathologie héréditaire.
10 - Appartenance réelle ou supposée à une ethnie	Le terme « ethnie » désigne un ensemble d'individus réunis par une communauté de langue ou de culture : il désigne des ensembles humains pouvant dépasser le cadre des nations ou, au contraire, correspondre à des minorités nationales. L'auteur d'une discrimination peut être poursuivi dès lors qu'il a pris une décision discriminatoire envers une personne en raison de l'idée qu'il s'est faite de son appartenance à une ethnie, même lorsque cette appartenance n'est que supposée.	Le refus d'embaucher une personne appartenant à une communauté asiatique, africaine...
11 - Appartenance réelle ou supposée à une nation	La discrimination en raison de l'appartenance réelle ou supposée à une nation recouvre toute discrimination fondée sur la nationalité. L'auteur d'une discrimination peut être poursuivi dès lors qu'il a pris une décision discriminatoire envers une personne en raison de l'idée qu'il s'est faite de son appartenance à une nation, même lorsque cette appartenance n'est que supposée.	Le refus d'embaucher une personne appartenant à une population étrangère basée sur des préjugés culturels.

Critère de discrimination	Définition	Exemples de discrimination
12 - Appartenance réelle ou supposée à une race	La discrimination en raison de l'appartenance réelle ou supposée à une race recouvre toute discrimination fondée sur la naissance. L'auteur d'une discrimination peut être poursuivi dès lors qu'il a pris une décision discriminatoire envers une personne en raison de l'idée qu'il s'est faite de son appartenance à une race, même lorsque cette appartenance n'est que supposée.	Le refus d'embaucher une personne dû à sa couleur de peau.
13 - Opinions politiques	Une discrimination peut être caractérisée par le conditionnement d'une décision à l'appartenance ou la non-appartenance à une tendance politique.	Le refus d'embaucher une personne n'appartenant pas à une tendance politique.
14 - Activités syndicales ou mutualistes	Une discrimination peut être caractérisée par le conditionnement d'une décision à l'appartenance ou la non-appartenance à une organisation syndicale ou mutualiste.	Le refus d'embaucher une personne appartenant à une organisation syndicale.
15 - Convictions religieuses	L'auteur d'une discrimination peut être poursuivi dès lors qu'il a pris une décision discriminatoire envers une personne en raison de l'idée qu'il s'est faite de son appartenance à une religion, même lorsque cette appartenance n'est que supposée.	Le refus d'embaucher une personne appartenant à la religion musulmane.
16 - Opinions philosophiques	La liberté d'opinion implique qu'aucune discrimination ne peut être faite sur les opinions philosophiques.	Le refus de recruter une personne qui est adhérente à une association pour la liberté de conscience.
17 - Apparence physique	Une discrimination en raison de l'apparence physique se fonde sur les traits ou caractéristiques physiques d'une personne pour prendre une décision qui lui est préjudiciable.	Le refus d'embaucher une personne atteinte d'obésité en raison de son aspect physique. Le refus d'embaucher une personne qui présente un tatouage apparent.
18 - Patronyme	Une personne peut être victime de discrimination du fait d'un patronyme jugé ridicule ou de la consonance étrangère de son nom.	Le refus de recruter une personne avec un nom à consonance étrangère.
19 - État de santé	Un certain nombre de pathologies, n'impliquant pas un handicap, peuvent être à l'origine de discriminations.	Le refus de renouveler un CDD pour une personne atteinte du sida.
20 - Handicap	Constitue un handicap, au sens de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ». Les discriminations en raison du handicap peuvent survenir dans différents domaines de la vie (en matière de transports, de logement, d'accès aux loisirs...) mais c'est dans le domaine de l'emploi qu'elles sont le plus fréquentes. Les employeurs sont ainsi tenus de prendre les « mesures appropriées » pour permettre aux travailleurs handicapés d'accéder à un emploi correspondant à leur qualification ou de le conserver grâce à des aménagements de poste.	Le refus d'embaucher une personne présentant un handicap physique même léger.
21 - Lieu de résidence	Une personne peut être victime de discrimination du fait de son lieu de résidence.	Le refus d'embaucher une personne habitant en banlieue.

Critère de discrimination	Définition	Exemples de discrimination
22 - Précarité sociale	La discrimination à l'égard d'une personne en raison de sa particulière vulnérabilité résultant de sa situation économique, apparente ou connue de son auteur.	Le refus d'embaucher une personne dont le CV montre qu'elle est passée par un centre d'hébergement ou une entreprise d'insertion.
23 - Domiciliation bancaire	Toute personne résidant en France, les français de l'étranger ainsi que les particuliers résidant légalement dans un autre État membre de l'Union européenne ont droit à l'ouverture d'un compte bancaire avec accès aux services de base (loi du 28 février 2017 de « programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique »).	Le refus d'embaucher une personne en raison de sa domiciliation bancaire en outre-mer.
24 - Perte d'autonomie	Ce nouveau critère, issu de la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015 et entré en vigueur au 1 ^{er} janvier 2016 concerne les personnes en situation de dépendance, et notamment les personnes handicapées qui vieillissent et qui, compte tenu du recul de l'âge de la retraite, peuvent se retrouver en situation difficile dans les entreprises.	Écarter de la sélection un senior proche de la retraite.
25 - Capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français	Depuis la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI ^e siècle, constitue désormais une discrimination, toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur capacité à s'exprimer dans une autre langue que le français.	Le refus d'embaucher une personne qui ne parle pas une autre langue que le français.

Cette discrimination peut être directe ou indirecte, telle que définie à l'article 1^{er} de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 :

- Constitue une discrimination directe « la situation dans laquelle, sur le fondement des 25 critères, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne l'aurait été dans une situation comparable ».
- Constitue une discrimination indirecte « une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs mentionnés ci-dessus, un désavantage particulier pour des personnes, par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés ».

Ces définitions figurent dans l'article 1^{er} de cette loi. De même, cet article précise que la discrimination inclut :

- Tout agissement, lié à l'un des motifs énumérés ci-dessus, subis par une personne et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement hostile, dégradant, humiliant ou offensant.
- Le fait d'enjoindre à quiconque d'adopter un comportement discriminatoire.

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/connaitre-son-action/la-lutte-contre-les-discriminations>